



**Déclaration politique des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée
Réunies à l'occasion de leur 3^{ème} FORUM, les 3 et 4 avril 2013 à Marseille (France)**

Préambule

Nous, élus locaux et régionaux méditerranéens, réunis à Marseille les 3 et 4 avril 2013 à l'occasion du 3^{ème} Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée, souhaitons interpeller les Chefs d'Etats et de gouvernements, l'ensemble des bailleurs internationaux, les parlementaires et la société civile dans sa diversité.

Cinq ans après la tenue du 1^{er} Forum en 2008, notre constat est sans appel : l'espace méditerranéen va mal. Les conflits se multiplient et nos peuples souffrent. Sur les trois rives, le chômage s'envole frappant durement la jeunesse et les questions essentielles d'un développement durable et juste sont marginalisées au regard de l'immédiateté et de la brutalité des crises économiques. L'insécurité et la pauvreté s'aggravent, s'amplifient et s'étendent à d'autres groupes et segments de la population, et risquent de devenir chroniques.

Nous soutenons la mobilisation de la société citoyenne, au premier rang de laquelle la jeunesse et les femmes, qui au Sud comme au Nord aspire à d'autres modèles porteurs de justice sociale et de liberté. Cette mobilisation massive a permis au Sud les révolutions arabes, les révolutions sociales et les transformations politiques que l'on connaît. Elle s'est traduite au Nord par l'expression des Indignés et leur désespoir d'être isolés et oubliés dans cette crise qui les affecte durement.

Cette mobilisation se poursuit dans de nombreux pays et témoigne du désir profond d'Etats garants du droit, de la solidarité et du respect des processus démocratiques. Nous constatons aujourd'hui que les espoirs si forts de renouveau démocratique sont en partie déçus.

Nous, élus locaux et régionaux, sommes en première ligne de cette perte de confiance dans le fait politique. Au nord comme au sud, nous tentons au quotidien d'apporter des réponses aux besoins de proximité, mais collectivement nous devons concevoir et promouvoir un autre modèle, une nouvelle ambition à la hauteur des besoins légitimes de respect, de dignité et d'égalité exprimés par nos peuples.

Le Processus de Barcelone et l'Union pour la Méditerranée ont en leur temps porté et incarné ce projet commun. Il faut aujourd'hui aller plus loin et tracer ensemble de nouvelles perspectives d'avenir. Face à l'ampleur des défis et à la complexité des situations les réponses doivent être adaptées à chaque réalité. Nous attendons des institutions européennes qu'elles renforcent et approfondissent le partenariat euro-méditerranéen pour 2014-2020.

Nous avons besoin de l'ensemble des grands bailleurs internationaux pour accompagner notre développement, anciens mais aussi nouveaux acteurs tels que les grands pays émergents.

En tant qu'autorités locales et régionales partenaires des trois rives de la Méditerranée, nous avons voulu placer « la **gouvernance démocratique** » au centre des débats et des enjeux de ce 3^{ème} Forum.

Sans réelle gouvernance démocratique, le risque est grand de laisser se développer les insatisfactions et les incompréhensions entre populations et territoires voisins. Nos peuples n'ont plus le temps d'attendre. Il nous appartient de leur répondre ensemble et d'être à la hauteur de leurs espérances.

Déclaration

Nous, élus locaux et régionaux de la Méditerranée, réunis ce 4 avril 2013 à Marseille,

1. Soulignons la nécessité de remettre la paix et la réconciliation au cœur de nos réflexions. Les conflits de longue date en Palestine, récents en Libye et actuels au Mali et en Syrie doivent nous convaincre de l'absolue nécessité d'abattre les murs de l'égoïsme et de la violence.
2. Demandons à la communauté internationale d'exercer toutes les pressions possibles pour aider à stopper la guerre en Syrie et pour soutenir les collectivités voisines de Jordanie, du Liban et de Turquie dans la gestion du flot de familles d'immigrés syriennes et de leur apporter rapidement un soutien financier.
3. Réaffirmons notre volonté de contribuer à la création d'un espace méditerranéen de paix et de solidarité et d'un espace de projets aux résultats concrets pour nos citoyens.
4. Souhaitons que la révision des Objectifs du Millénaire pour le Développement et la construction d'un Agenda Mondial du Développement à l'horizon 2015, ainsi que des Objectifs de Développement Durable, soient l'occasion d'établir une déclinaison spécifique pour la Méditerranée avec des moyens à la hauteur des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. A cette fin, nous appelons à mettre en pratique les principes de la déclaration de Busan dans le bassin méditerranéen. Celle-ci propose, en effet, de mieux coordonner les aides bilatérales et multilatérales sur le terrain et d'y impliquer davantage que par le passé les collectivités locales et régionales. L'appui à la décentralisation doit en faire partie intégrante.
5. Appelons à une plus grande convergence des politiques mises en place par les principaux bailleurs en Méditerranée : instruments onusiens (PNUD et PNUE notamment), Banque Mondiale, OCDE, Union européenne et coopérations bilatérales, y compris la coopération décentralisée. Nous souhaitons également que les spécificités méditerranéennes fassent l'objet d'une attention particulière lors du Sommet Habitat III. Nous demandons que la gouvernance démocratique soit retenue comme une priorité majeure de ces programmes et que sa promotion soit mise en œuvre à toutes les échelles de gouvernement, parmi lesquelles les collectivités locales et régionales. Un effort particulier devra également être fait dans les domaines de l'emploi et de la formation ainsi que sur les thématiques de développement durable qui font sens pour les riverains du bassin méditerranéen (dépollution de la Mer Méditerranée, eau et changements climatiques notamment).
6. Regrettons la faiblesse de l'impulsion politique de l'Union européenne en Méditerranée, même si nous nous félicitons des nouveaux outils proposés dans le cadre des programmes bilatéraux de la Politique Européenne de Voisinage 2014-2020 en faveur des autorités locales et régionales. Nous encourageons ainsi les Etats à se saisir des opportunités d'accompagnement de leurs processus de décentralisation et de déconcentration qui figurent dans les propositions de la commission européenne : « promotion du dialogue culturel et de la gouvernance locale » et « promotion du développement socio-économique et renforcement des territoires ». Le concept de cohésion économique, sociale et territoriale doit constituer la priorité de ces interventions.
7. Demandons aux institutions européennes d'aller encore plus loin en adaptant les modalités d'intervention à chaque situation nationale afin que la Politique Européenne de Voisinage

puisse franchir une nouvelle étape et renforce, au plus près du terrain, la programmation d'actions locales et régionales.

8. Tout comme nous l'exprimions déjà en 2010, nous appelons également de nos vœux l'utilisation optimale des outils de coopération territoriale :
 - Au niveau du partenariat euro-méditerranéen dans son ensemble, à travers le renforcement des politiques de coopération décentralisée (suite des programmes ANE et AL, Ciudad, Euromed-héritage, ...).
 - Au niveau du bassin méditerranéen à travers le concept de macro-région, une stratégie intégrée qui devrait renforcer le programme de coopération transfrontalière par bassin maritime associant les fonds FEDER et IEV. Sur ce dernier point, nous invitons les Etats méditerranéens à renforcer leur concertation au plus haut niveau, avec le support de l'Union pour la Méditerranée, afin de construire une programmation globale intégrant les collectivités locales et régionales dès la phase d'élaboration des priorités, et qui prévoit de ressources appropriées pour le démarrage de la stratégie.
9. Saluons l'initiative de la nouvelle co-présidence de l'UpM d'organiser des conférences sectorielles dès l'été 2013 et nous demandons à la coprésidence, aux Etats partenaires et au Secrétariat d'y associer pleinement les gouvernements locaux et régionaux.
10. Sommes convaincus que les processus de réforme en cours dans la plupart des Etats méditerranéens qu'il s'agisse de modernisation, de déconcentration ou de décentralisation contribueront à apporter des réponses concrètes au besoin d'une plus large participation d'hommes et de femmes à la vie démocratique exprimé par les populations. Nous demandons que les ALR soient pleinement associées à ces processus et proposons de partager l'expérience acquise et de diffuser nos bonnes pratiques pour apporter des réponses structurées aux besoins de renforcement des capacités institutionnelles (jumelage institutionnel, formation des cadres territoriaux, engagement mutuels, promotion de la coopération transfrontalière,...).
11. Appelons de nos vœux la promotion de nouvelles formes de mobilisation politique qui nous permettent de sortir des impasses auxquelles une gouvernance non démocratique nous condamnerait.
12. Saluons pour cela l'initiative du Président du Parlement Européen d'organiser à Marseille dans quelques jours le Sommet des Présidents des parlements nationaux des pays euro-méditerranéens, permettant ainsi la concomitance des rendez-vous majeurs des parlementaires, des élus locaux et régionaux et de la société civile de la Méditerranée. Nous soutenons l'action de l'Assemblée des Parlementaires Méditerranéens qui doit continuer à jouer un rôle majeur dans le renforcement de ces liens.
13. Avons besoin de l'appui et des bonnes volontés de l'ensemble des forces locales et régionales euro-méditerranéennes pour promouvoir une démocratie interrégionale porteuse de projets fédérateurs. C'est pourquoi nous encourageons l'ARLEM à poursuivre son travail d'interlocution avec l'UpM afin d'assurer sa dimension territoriale et avec l'ensemble des institutions communautaires et à être en capacité, en lien étroit avec le Comité des Régions, d'offrir des solutions opérationnelles aux acteurs qui en feront la demande. Dans ce sens, nous saluons l'accord conclu récemment entre l'ARLEM et l'UpM visant à encourager leur coopération, promouvoir des synergies et contribuer avec des initiatives et des projets concrets au développement d'un espace de paix, stabilité et prospérité en Méditerranée.
14. La société civile est l'expression la plus directe de l'aspiration des peuples. A tous niveaux, les messages politiques ont besoin de se renouveler et les représentants de la société civile doivent nous y aider. Nous nous félicitons de la proximité du Forum Anna Lindh et du travail avec la jeunesse que nous avons amorcé ensemble aujourd'hui et que nous devons structurer encore à l'avenir. Nous donnons rendez-vous à ces représentants de la jeunesse méditerranéenne et de la société civile pour poursuivre cet échange lors de notre 4^{ème} Forum et évaluer ensemble le chemin accompli.

15. Soulignons le rôle primordial que doivent jouer les femmes méditerranéennes en faveur d'un espace démocratique et de développement économique, social et culturel. A ce titre, leur participation paritaire à l'ensemble des leviers de décisions locaux et au sein de l'espace méditerranéen apparaît comme essentiel. Cela favorisera leur participation politique et leur autonomisation économique.
16. Mettrons en place à travers le « Conseil politique » de la Commission Méditerranée de CGLU une veille permanente sur les progrès attendus en termes de gouvernance démocratique, enjeu central dans la recherche de paix, de stabilité et de prospérité de nos territoires. C'est pour se doter d'une capacité permanente d'interlocution avec l'ensemble des Etats, des bailleurs et des institutions internationales que **le Conseil politique de la Commission Méditerranée de CGLU** a été créé.

Nous demandons que les résultats du Forum soient transmis à l'ensemble des Etats membres de l'UpM et des institutions et organisations internationales agissant en Méditerranée. Nous vous donnons rendez-vous à l'occasion de la quatrième édition de notre Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée.